

CONSEIL COMMUNAL DU 14 MAI 2024
GEMEENTERAAD VAN 14 MEI 2024NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:30
Opening van de zitting om 20:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Contentieux - Geschillen****1 Permis d'environnement délivré le 29/03/24 à Brussels Airport Company (BAC) par le Gouvernement Flamand – Autorisation d'ester.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, et plus particulièrement ses articles 123, 135 et 270 ;

Vu le décret flamand du 25.04.2014 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27.11.2015 portant exécution dudit décret ;

Vu les décrets flamands du 04.04.2014 et du 16.05.2014 relatifs à l'organisation et à l'administration de certaines juridictions administratives flamandes ;

Vu le permis d'environnement délivré le 29.03.2024 à Brussels Airport Company (BAC) par le Gouvernement flamand, relatif à l'exploitation d'un aéroport pour les pistes situées à 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen et 3070 Kortenberg, Brussels Airport ;

Considérant que l'octroi de ce permis d'environnement fait suite à une demande de renouvellement de la part de Brussels Airport Company (BAC) ;

Considérant que l'étude des incidences sur l'environnement jointe à la demande de renouvellement du permis de l'aéroport est gravement lacunaire et incomplète, qu'elle n'analyse pas de solutions alternatives comme elle doit légalement le faire, qu'elle ne dit rien quant à la conformité du projet à la réglementation en matière de normes de bruit de la Région bruxelloise ;

Considérant que, pour un permis d'environnement délivré pour une durée indéterminée, l'étape de la demande constitue la seule occasion d'analyser l'impact de l'exploitation de l'aéroport sur l'environnement ;

Considérant que l'enquête publique a été organisée en période de fin d'année, et qu'une grande partie de l'enquête s'est déroulée pendant les vacances de Noël, ce qui n'a pas permis une consultation de toute la population concernée, et a laissé peu de temps aux administrations pour une prise de connaissance approfondie du dossier ;

Considérant que le dossier de demande de permis n'était disponible qu'en néerlandais, malgré l'impact significatif de l'exploitation de l'aéroport sur des communes à facilités et bruxelloises limitrophes ;

Considérant en outre que des travaux de maintenance ont rendu inaccessible le guichet d'introduction des réactions à l'enquête pendant une bonne partie du dernier jour d'enquête, jour statistiquement crucial en termes de pourcentage d'introduction des réactions, et que Bruxelles Environnement a, de ce fait, reçu de nombreuses plaintes de citoyens n'arrivant pas à introduire leur réaction à l'enquête ;

Considérant que l'enquête publique a été organisée sur 4 communes alors que, selon les cartes reprises dans le dossier de demande de permis, l'aéroport ne se situe que sur 3 de ces communes, qu'ainsi l'enquête a également été organisée sur la commune de Kortenberg alors que l'aéroport ne s'y situe pas, que l'exclusion d'autres communes limitrophes et impactées n'est donc pas dûment justifiée ;

Considérant que tous ces manquements ont mis à mal la régularité de la procédure d'enquête publique, et mené à une sous-estimation considérable du nombre de réactions à l'enquête ;

Considérant que l'étude d'incidences comprend de nombreuses lacunes, erreurs et contradictions, qu'en particulier elle ne présente aucune solution ou alternative à la problématique des vols de nuit, malgré sa volonté explicite d'analyser les impacts de l'exploitation actuelle et future de l'aéroport, et qu'elle mentionne le respect des quotas de vols de nuit alors que les statistiques (BATC.be) démontrent que ces quotas sont systématiquement enfreints (+/-1500 infractions par an) ;

Considérant que l'études d'incidences ne tient pas compte de la durée légale de la nuit, qu'elle indique que dans son fonctionnement opérationnel, l'aéroport considère que la période de jour est de 6h à 23h, alors que la période légale de nuit est de 23h à 7h ;

-Considérant que l'évaluation du bruit dans l'étude d'incidences est basée seulement sur l'hypothèse de remplacement de la flotte aérienne (déjà promis dans le cadre du permis de 2004), alors que celle-ci ne dépend pas de l'aéroport même mais des compagnies aériennes, et que l'exploitation de l'aéroport ne respecte actuellement toujours pas les normes de bruit ; qu'au lieu de diminuer le nombre de vols de nuit en conséquence, le permis permet encore une augmentation de ceux-ci,

Vu le jugement du 19.07.2017 rendu par le Tribunal de première Instance francophone de Bruxelles, par lequel l'Etat belge a été condamné à non seulement faire cesser les violations manifestes à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27.05.1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien (« arrêté bruit »), consécutives à l'utilisation de la route du Canal, de celle

du Ring et aux atterrissages de nuit en piste 01, mais également à faire réaliser une évaluation globale des incidences ;

Vu les jugements du 01.02.2019 et du 09.12.2020 rendus par cette même juridiction par lesquels l'Etat belge a été condamné à un calendrier pour faire réaliser l'évaluation précitée et à réaliser un complément ;

Considérant que le 01.06.2022, l'Etat belge a communiqué l'étude du bureau ENVISA mais n'a pas, par la suite, pris de mesures concrètes permettant de réduire les nuisances subies par les habitants et de faire respecter l'arrêté bruit du 27.05.1999 ;

Considérant que l'étude d'incidences relative au renouvellement du permis de l'aéroport ne mentionne même pas l'analyse et les conclusions de cette étude réalisée par Envisa ;

Vu le communiqué de presse du 29.03.2024 de la Ministre flamande de l'Environnement, Madame Zuhail DEMIR, énonçant notamment que le permis d'environnement a été délivré pour une durée indéterminée, sans tenir compte de l'avis du Département Zorg demandant une interdiction des vols de nuit et un niveau sonore maximum de 60 dB la nuit ;

Considérant que ce même communiqué de presse expose qu'un plafond de 240.000 vols par an à partir de 2032 sera instauré, engendrant ainsi une croissance de 13% par rapport à l'année 2023 ;

Considérant que le permis litigieux présente des impacts significatifs sur l'environnement local, notamment en ce qui concerne le vol de nuit, avec des pics de bruit de 60 dB ;

Considérant que l'ensemble des éléments précités sont contraires à l'arrêté bruit du 27.05.1999 et portent atteinte aux droits des habitants survolés, notamment en ce qui concerne le droit à un environnement sain, conformément à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

Considérant que la préservation de l'environnement et la protection de la santé publique sont des obligations à charge de la commune ;

Considérant que le délai de recours contre la décision du 29.03.2024 du Gouvernement flamand expirera le 19.05.2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24.04.2024, décidant notamment d'ester en justice par toutes voies de droit, sous réserve de l'autorisation du Conseil communal, devant le Raad voor Vergunningsbetwistingen contre le Permis d'Environnement du 29.03.2024 ;

DÉCIDE d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à ester en justice par toutes voies de droit devant le Raad voor Vergunningsbetwistingen, p/a Dienst van de bestuursrechtscollèges, Koning Albert II-laan 15 bus 130 à 1210 Brussel, contre le Permis d'Environnement délivré le 29.03.2024 à Brussels Airport Company (BAC) par le Gouvernement flamand.

Omgevingsvergunning die op 29.03.2024 werd uitgereikt aan Brussels Airport Company (BAC) door de Vlaamse Regering - Handelingsbevoegdheid.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikels 123, 135 en 270;

gelet op het Vlaams decreet van 25.04.2014 betreffende de omgevingsvergunning;

gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 27.11.2015 houdende uitvoering van dat decreet;

gelet op de Vlaamse decreten van 04.04.2024 en 16.05.2014 betreffende de organisatie en de rechtsplegingen van sommige Vlaamse bestuurscolleges;

gelet op de omgevingsvergunning die op 29.03.2024 werd uitgereikt aan Brussels Airport Company (BAC) door de Vlaamse Regering voor de uitbating van een luchthaven voor de banen gelegen in 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen en 3070 Kortenberg, Brussels Airport;

overwegende dat deze omgevingsvergunning werd uitgereikt naar aanleiding van een hernieuwingsaanvraag van Brussels Airport Company (BAC);

overwegende dat de milieueffectenstudie die bij de aanvraag tot hernieuwing van de luchthavenvergunning is gevoegd, ernstige tekortkomingen vertoont en onvolledig is, dat ze geen alternatieve oplossingen analyseert zoals wettelijk verplicht is, en dat ze niets zegt over de conformiteit van het project met de regelgeving inzake geluidsnormen van het Brussels Gewest;

overwegende dat voor een omgevingsvergunning voor onbepaalde duur de aanvraagfase de enige gelegenheid is om de impact van de uitbating van de luchthaven op het milieu te analyseren;

overwegende dat het openbaar onderzoek tijdens het eindejaar werd georganiseerd en dat een groot

deel van het onderzoek tijdens de kerstvakantie heeft plaatsgevonden, waardoor niet de hele betrokken bevolking kon worden geraadpleegd en de besturen weinig tijd hadden om zich in het dossier te verdiepen;

overwegende dat het dossier van de vergunningsaanvraag enkel in het Nederlands beschikbaar was, ondanks de aanzienlijke impact van de exploitatie van de luchthaven op de naburige gemeenten in Brussel en omgeving;

overwegende dat bovendien door onderhoudswerken het loket voor het indienen van reacties op het onderzoek gedurende een groot deel van de laatste dag van het onderzoek ontoegankelijk was, een dag die statistisch gezien cruciaal is voor het percentage ingediende reacties, en dat Leefmilieu Brussel bijgevolg talrijke klachten heeft ontvangen van burgers die niet in staat waren hun reacties op het onderzoek in te dienen;

overwegende dat het openbaar onderzoek werd georganiseerd in 4 gemeenten terwijl de luchthaven zich volgens de kaarten in het vergunningsdossier slechts in 3 van deze gemeenten bevindt, dat het onderzoek ook werd georganiseerd in de gemeente Kortenberg hoewel de luchthaven zich daar niet bevindt, en dat de uitsluiting van andere aangrenzende gemeenten die impact ondervinden dus niet naar behoren gerechtvaardigd is;

overwegende dat al deze tekortkomingen de regelmatigheid van de procedure van openbaar onderzoek hebben ondermijnd en hebben geleid tot een aanzienlijke onderschatting van het aantal reacties op het onderzoek;

overwegende dat de milieu-effectenstudie talrijke leemtes, fouten en tegenstrijdigheden bevat, dat ze in het bijzonder geen enkele oplossing of alternatief voor het probleem van de nachtvluchten voorstelt, ondanks haar expliciete wens om de impact van de huidige en toekomstige exploitatie van de luchthaven te analyseren, en dat ze melding maakt van de naleving van de quota's voor nachtvluchten, terwijl uit de statistieken (BATC.be) blijkt dat deze quota's systematisch worden overschreden (+/- 1500 inbreuken per jaar);

overwegende dat de milieu-effectstudie geen rekening houdt met de wettelijke duur van de nacht, dat zij aangeeft dat de luchthaven in haar operationele werking ervan uitgaat dat de dagperiode loopt van 6 uur 's morgens tot 23 uur 's avonds, terwijl de wettelijke nachtperiode loopt van 23 uur 's avonds tot 7 uur 's morgens;

overwegende dat de geluidsbeoordeling in de milieu-effectenstudie uitsluitend is gebaseerd op de veronderstelling dat de vliegtuigvloot zal worden vervangen (wat al werd beloofd in het kader van de vergunning van 2004), terwijl dit niet van de luchthaven zelf maar van de luchtvaartmaatschappijen afhangt, en dat de exploitatie van de luchthaven nog steeds niet aan de geluidsnormen voldoet; dat de vergunning, in plaats van een vermindering van het aantal nachtvluchten als gevolg daarvan, een verhoging daarvan toestaat;

gelet op het vonnis van 19.07.2017 van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, waarbij de Belgische Staat er werd toe veroordeeld om niet alleen een einde te maken aan de manifeste schendingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27.05.1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer (“geluidsdecreet”), naar aanleiding van het gebruik van de Kanaalroute, de Ringroute en de nachtelijke landingen op baan 01, maar ook om een globale effectenstudie te laten uitvoeren;

gelet op de vonnissen van 01.02.2019 en 09.12.2020 van dezelfde rechtbank waarbij de Belgische Staat ertoe werd veroordeeld een planning vast te leggen voor het uitvoeren van voornoemde evaluatie en een aanvullende evaluatie uit te voeren;

overwegende dat de Belgische Staat op 01.06.2022 de studie van het bureau ENVISA heeft meegedeeld, maar vervolgens geen concrete maatregelen heeft genomen om de hinder voor de omwonenden te verminderen en het Geluidsdecreet van 27.05.1999 te doen naleven;

overwegende dat in de milieu-effectenstudie met betrekking tot de hernieuwing van de luchthavenvergunning zelfs geen melding wordt gemaakt van de analyse en de conclusies van deze door Envisa uitgevoerde studie;

gelet op de persmededeling van 29.03.2024 van de Vlaamse minister van Leefmilieu, mevrouw Zuhair DEMIR, waarin met name wordt gesteld dat de omgevingsvergunning voor onbepaalde duur is verleend, zonder rekening te houden met het advies van het departement Zorg waarin wordt gepleit voor een verbod op nachtvluchten en een maximaal geluidsniveau van 60 dB 's nachts;

overwegende dat in dezelfde persmededeling staat dat vanaf 2032 een plafond van 240.000 vluchten per jaar zal worden ingevoerd, wat een toename van 13% ten opzichte van 2023 betekent;

overwegende dat de betwiste vergunning aanzienlijke gevolgen zal hebben voor het plaatselijke milieu, met name wat de nachtvluchten betreft, met geluidspieken van 60 dB;

overwegende dat alle bovengenoemde elementen in strijd zijn met het Geluidsbesluit van 27.05.1999 en inbreuk maken op de rechten van de overvlogen bewoners, met name wat betreft het recht op een gezond leefmilieu, in overeenstemming met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens;

overwegende dat het behoud van het milieu en de bescherming van de volksgezondheid verplichtingen zijn die op de gemeente rusten;

overwegende dat de beroepstermijn tegen de beslissing van de Vlaamse Regering van 29.03.2024 verstrijkt op 19.05.2024;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 26.04.2024 om in rechte op te treden met alle rechtsmiddelen, onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de gemeenteraad, bij de Raad voor Vergunningsbetwistingen tegen de omgevingsvergunning van 29.03.2024;

BESLIST om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden met alle rechtsmiddelen bij de Raad voor Vergunningsbetwistingen, p/a Dienst van de bestuursrechtscolleges, Koning Albert II-laan 15 bus 130, 1210 Brussel, tegen de omgevingsvergunning uitgereikt op 29.03.2024 aan Brussels Airport Company (BAC) door de Vlaamse Regering.

6 annexes / 6 bijlagen

20240424_Collège_Décision d'ester en justice_F.pdf, 20240424_College_Beslissing om in rechte op te treden_N.pdf, 20240329_Permis d'environnement de la Brussels Airport Company_Traduction.docx, 20240124_Agence flamande pour la santé_Avis.pdf, VITO (Vlaanderen)_Rapport Gezondheidseffecten UFP-vliegverkeer.pdf, 20240329_Permis d'environnement de la Brussels Airport Company.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

2 Ordonnance de police relative aux élections du 09.06.2024 - Modification

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises, arrêté par le Conseil communal en séance du 20.01.2020 ;

Considérant que les élections se dérouleront le 09.06.2024 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25.03.2024 approuvant l'ordonnance de police relative aux élections du 09.06.2024;

Considérant qu'il convient de modifier l'article 3.2. conformément à la Constitution ;

Décide,

1. De modifier l'article 3.2. ;
2. De retirer les termes "identique pour l'ensemble des sites et indépendant du sens de la marche des véhicules du côté des panneaux." :

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises, arrêté par le Conseil communal en séance du 20.01.2020 ;

Considérant que les élections se dérouleront le 09.06.2024 ;

Considérant que, complémentirement aux dispositions contenues dans l'arrêté de police du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période électorale;

DECIDE d'adopter l'ordonnance de police ci-après :

Article 1

§ 1. L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à la période du 02.05.2024 au 09.06.2024.

§ 2. Sans préjudice des articles 38 et 39 du Règlement général de police, l'affichage électoral sur les panneaux communaux situés sur le domaine public sera effectué uniquement par la commune, aux emplacements dont la liste est reprise ci-dessous :

- Hôtel Communal (esplanade)
Avenue d'Auderghem (ancien Hôtel communal)
- Rue Gérard (à hauteur du préguardiennat)
- Rue Louis Hap (façade des ateliers communaux)
- Place Saint-Pierre
- Avenue Mesens (Athénée flamand)
- Square de Léopoldville
- Square Jean Absil
- Place Saint-Antoine (arrière de l'église, en face du Delhaize)
- Place du Roi Vainqueur
- pont Demany
- croisement Avenue de Tervuren – Rue Abbé Cuypers
- Rue Baron Dhanis (devant le stade Guy Thijs).

§ 3. Chaque site sera composé de 16 panneaux d'affichage, dont seule la face avant sera utilisée. La répartition des panneaux entre les partis politiques se fera conformément au protocole d'accord auquel chaque groupe politique aura souscrit.

Article 2

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, ainsi que les plans d'affichage prévus à l'article suivant seront déposés au secrétariat communal (sur rendez-vous uniquement, les lundis, mercredis et vendredis, de 8 h. 00 à 13 h. 00 et de 14 h. 00 à 16 h. 00) par une personne dûment mandatée par le parti déposant, et munie de ladite habilitation.

Dès réception desdits documents, un signe distinctif communal y sera apposé en vue de leur affichage. L'apposition des affiches aura lieu au plus tard le surlendemain du dépôt. Si celui-ci a lieu le vendredi, l'affichage aura lieu le lundi ou, si le lundi est férié, le 1^{er} jour ouvrable suivant. Les affiches tagguées seront remplacées au plus vite. En cas d'absence d'affiche de rechange, les affiches tagguées seront recouvertes de papier blanc.

Article 3

Il appartient à chaque parti politique :

1. de fournir un nombre de documents à afficher qui soit en adéquation avec la place qui lui est réservée sur les panneaux communaux,
2. de fournir un plan de l'affichage souhaité, ~~identique pour l'ensemble des sites et indépendant du sens de la marche des véhicules du côté des panneaux.~~ Ce plan peut être modifié au maximum deux fois par semaine,
3. de trancher les éventuels litiges concernant la répartition des affiches entre les différents panneaux qui lui sont dévolus.

Article 4

Sans préjudice de l'article 12 de la présente ordonnance, il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches ou les autocollants, qu'ils aient ou non été posés avec

l'autorisation de l'autorité.

Article 5

Jusqu'au 08.06.2024 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit de poser des inscriptions, affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, même aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

Article 6

Du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux.

Article 7

Du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, à l'exception de l'affichage électoral sur les panneaux installés sur le domaine public par la commune en application du présent règlement, aucun panneau fixe ou mobile, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou remorques, aucun autre média de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public, tant en voirie régionale que communale.

Article 8

Jusqu'au 09.06.2024 compris, est interdite, de jour comme de nuit, toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 9

Jusqu'au 08.06.2024 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

Article 10

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Article 11

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;
- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;
- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut de respect des conditions fixées.

Article 12

Sans préjudice de l'article 38 du règlement général de police, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement seront enlevées ou recouvertes par les services communaux.

Article 13

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Politieverordening betreffende de verkiezingen van 09.06.2024 - Wijziging

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 29 juli 1934 waarbij de private militias verboden worden;

gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten, dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.01.2020;

overwegende dat de verkiezingen zullen plaatsvinden op 09.06.2024;

gelet op de beraadslaging van 25.03.2024 tot goedkeuring van de ordonnantie betreffende de verkiezingen van 09.06.2024;

overwegende dat artikel 3.2 moet worden gewijzigd in overeenstemming met de grondwet;

beslist,

1. Artikel 3.2. te wijzigen
2. De woorden "dat identiek is voor alle locaties en dat ongeacht de rijrichting van voertuigen langs de borden." te schrappen :

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 29 juli 1934 waarbij de private militias verboden worden;

gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten, dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.01.2020;

overwegende dat de verkiezingen zullen plaatsvinden op 09.06.2024;

overwegende dat het, ter aanvulling van de bepalingen van het politiebesluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, absoluut noodzakelijk is om maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde te verzekeren tijdens de verkiezingsperiode;

BESLIST om de onderstaande politieverordening goed te keuren:

Artikel 1

§1. Het aanplakken van verkiezingsaffiches in het openbaar domein wordt strikt beperkt tot de periode van 02.05.2024 tot en met 09.06.2024.

§2. Onverminderd artikels 38 en 39 van het algemeen politiereglement wordt het aanplakken van verkiezingsaffiches op gemeentelijke aanplakborden in het openbaar domein uitsluitend door de gemeente uitgevoerd op de hieronder vermelde locaties:

- Gemeentehuis (esplanade)
- Oudergemlaan (oud gemeentehuis)
- Gérardstraat (ter hoogte van de peuterspeelzaal)
- Louis Hapstraat (gevel van de gemeentelijke werkplaatsen)
- Sint-Pietersplein
- Mesenslaan (Nederlandstalig atheneum)
- Leopoldstadplein
- Jean Absilplein
- Sint-Antoonplein (achter de kerk, tegenover Delhaize)
- Koning Overwinnaarplein
- Demanybrug
- Kruispunt Tervurenlaan – Priester Cuypersstraat
- Baron Dhanisstraat (voor het Guy Thijssstadion)

§3. Elke locatie wordt voorzien van 16 aanplakborden, waarvan enkel de voorkant mag worden gebruikt. De verdeling van de borden tussen de politieke partijen gebeurt in overeenstemming met het protocolakkoord waarmee elke fractie heeft ingestemd.

Artikel 2

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes moeten op het gemeentesecretariaat worden afgegeven (enkel op afspraak, op maandag, woensdag en vrijdag, van 8.00 tot 13.00 uur en van 14.00 u. tot 16.00 uur) door een persoon die hiertoe gemachtigd werd door de indienende partij en die in het bezit is van een bewijs van deze machtiging.

Na ontvangst van voormelde documenten wordt er een kenteken van de gemeente op aangebracht met het oog op de aanplakking. De affiches worden aangeplakt uiterlijk twee dagen nadat ze werden afgegeven. Als de affiches worden afgegeven op vrijdag, worden ze aangeplakt op maandag of als maandag een feestdag is op de eerstvolgende werkdag.

Affiches waarop graffiti is aangebracht zullen zo snel mogelijk worden vervangen. Als er geen vervangaffiches zijn, zullen de affiches waarop graffiti is aangebracht worden bedekt met wit papier.

Artikel 3

Het is de taak van elke politieke partij om:

1. het aantal aan te plakken documenten te leveren dat overeenstemt met de voor haar voorbehouden plaats op de gemeentelijke aanplakborden,
2. het gewenste aanplakingsplan te voorzien, ~~dat identiek is voor alle locaties en dat ongeacht de rijrichting van voertuigen langs de borden.~~ Dat plan kan maximaal twee keer per week worden gewijzigd.
3. bij eventuele geschillen te beslissen over de verdeling van de affiches tussen de verschillende aanplakborden die haar werden toegekend.

Artikel 4

Onverminderd artikel 12 van deze verordening is het verboden de affiches of stickers te bevuilen, bedekken, beschadigen, vernielen, veranderen of te verwijderen, ongeacht of ze als dan niet met toestemming van de overheid werden aangebracht.

Artikel 5

Tot en met 08.06.2024, van 22.00 uur tot 7.00 uur, en van 08.06.2024, vanaf 22.00 uur, tot 09.06.2024, om 16.00 uur, is het verboden om opschriften, affiches, beeld- of fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes aan te brengen, zelfs op de plaatsen die vooraf en schriftelijk door de eigenaar of de vruchtgebruiker werden toegelaten.

Artikel 6

Het is verboden om vlugschriften, foto's of verkiezingsmateriaal uit te delen tussen 08.06.2024 om 22.00 uur en 09.06.2024 om 16.00 uur.

Artikel 7

Van 08.06.2024 om 22.00 uur tot 09.06.2024 om 16.00 uur, met uitzondering van de verkiezingsaffiches die door de gemeente werden aangebracht op de aanplakborden in de openbare ruimte in toepassing van dit reglement, mag er zich geen enkel vast of beweegbaar bord, geen enkel aanplakbord in of op voertuigen of aanhangwagens en geen enkel ander medium voor visuele verkiezingsreclame in de openbare ruimte bevinden. Dit geldt zowel voor gewestwegen als voor gemeentewegen.

Artikel 8

Tot en met 09.06.2024 is alle verkiezingspropaganda via luidspreker en megafoon verboden, zowel overdag als 's nachts.

Artikel 9

Tot en met 08.06.2024, van 22.00 uur tot 7.00 uur, en op 08.06.2024 vanaf 22.00 uur tot 09.06.2024 om 16.00 uur is het verboden gemotoriseerde optochten te organiseren in het kader van de verkiezingen.

Artikel 10

Behoudens de in het volgende artikel bedoelde toelating is het verboden om in de openbare ruimte samenscholingen te organiseren die de doorgang van voertuigen belemmeren of voetgangers hinderen en deel te nemen aan deze samenscholingen.

Artikel 11

Voor elke samenscholing, betoging of optocht, van welke aard ook, in de openbare ruimte of galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, moet toelating worden gevraagd worden de burgemeester.

De toelatingsaanvragen moeten minstens tien werkdagen voor de geplande datum schriftelijk aan de burgemeester worden gericht en moeten de volgende elementen bevatten:

- naam, adres en telefoonnummer van de organisator(en);
- het onderwerp van het evenement;
- datum en uur van de samenkomst;
- de geplande reisweg;
- de geplande plaats en uur van het einde van het evenement en, in voorkomend geval, waar de optocht wordt ontbonden;
- in voorkomend geval, het houden van een meeting op het einde van het evenement;
- een schatting van het aantal deelnemers alsook de voorziene vervoersmiddelen;
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de betoging verbieden als de vastgelegde voorwaarden niet worden nageleefd.

Artikel 12

Onverminderd artikel 38 van het algemeen politiereglement worden de affiches of de stickers die aangebracht werden in strijd met dit reglement door de gemeentelijke diensten verwijderd of bedekt.

Artikel 13

Deze politieverordening treedt in werking onmiddellijk na haar bekendmaking via aanplakking op de gebruikelijke plaats voor het aanplakken van officiële bekendmakingen.

2 annexes / 2 bijlagen

20240325_Ordonnance de police_F.pdf, 20240325_Ordonnance de police_N.pdf